



■ A côté des personnalités intellectuelles et des responsables politiques, les usagers – totalement ignorés – ont leur mot à dire sur l'avenir de notre culture fédérale. Une troisième voie.

**P**our l'utilisateur, pas facile de choisir entre les diverses déclarations, assénées par l'opposition et la majorité, sur l'évolution de nos structures fédérales culturelles et scientifiques! Pour la simple raison qu'il y est totalement ignoré.

Depuis tant d'années, ce sont quasi toujours les mêmes personnalités intellectuelles ou responsables politiques qui croisent le fer des mots mais ils n'infléchissent jamais la marche qui n'est pourtant pas forcée de ces matières fédérales vers plus de marchandisation.

**1** Le visiteur devrait être masochiste pour soutenir les uns ou les autres.

Ce sont des ministres PS qui étaient aux commandes quand il fallait initier les plus basses œuvres, en termes de tarification. En 1997, le ministre de la Politique scientifique Yvan Yliefm mit fin à la gratuité quotidienne des musées et fixa l'entrée à 150 FB (3,72 euros) pour élargir leurs sources de financement. De bénéfices, il n'y en aura guère puisque, dans la foulée, il diminuera de 7 millions

de FB la dotation des dits musées royaux des Beaux-Arts! Cette mesure n'affectera pas le flot des touristes mais bien celui des visiteurs belges: en quatre ans, on passera de 953 316 à 306 321 entrées par an.

Juste avant de devenir président du PS, son récent successeur Paul Magnette imposera aux musées fédéraux, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le saccage des avantages accordés jusque-là aux populations di-

tes précaires: la gratuité quotidienne prévue pour les moins de 18 ans ne sera plus accordée qu'aux moins de 6 ans; les aînés n'auront plus droit à une réduction dès 60 ans mais bien à 65 ans; la catégorie "demandeur d'emploi" disparaîtra, etc.

N'optez pas pour autant pour le libéralisme culturel comme panacée à tous nos maux! Corentin de Salle, dans son opinion ici publiée (27/10/2014 "Des institutions culturelles fédérales plus autonomes") ne relève aucun de ces points dans son argumentaire contre le PS et ne propose, comme évolutions tarifaires, qu'augmenter le prix du ticket (alors que celui-ci, depuis l'exposition consacrée à Kandinsky en 2013, a quasi doublé par rapport à celles de 2012).

**2** Il faut bien entendu trouver de l'argent frais.

**BERNARD HENNEBERT**  
 Coordinateur de  
 Consoloisirs.be.  
 Auteur du livre "Les  
 musées aiment-ils  
 le public?"  
 (Editions Couleur  
 Livres).

liardaire sud-coréen (qui s'est récemment suicidé) impliqué dans le naufrage du Sewol, s'imposait aussi comme photographe (auto)reconnu dans de nombreuses institutions françaises grâce à ses dons (plutôt financiers qu'artistiques): Jardin des Tuileries (dépendant du Louvre), Orangerie du château de Versailles, etc.

Ressassant leurs vieilles idées, aucun des deux frères ennemis n'imagine que le

public pourrait être un allié. Un exemple parmi d'autres: s'inspirer de l'enquête réalisée au musée des Arts contemporains de Gand qui montre qu'une opération "tirelire" menée avec inventivité peut rapporter davantage que les entrées payantes réellement engrangées. A la sortie du musée, un tronc qui invite les visiteurs à faire un don pour tel projet précis. Pareille initiative mue le visiteur en donateur, en ami de l'institution. Depuis fin 2012, la vingtaine de musées de la Ville de Paris se sont également lancés dans pareille initiative. Et chez nous?

**3** Ni majorité, ni opposition ne mettent sur la table aujourd'hui des solutions sur différents problèmes qui taraudent les visiteurs. Là, il n'est plus du tout question de difficultés financières mais bien de volonté politique. Et les nombreuses années de gestion de Sabine Laruelle, ministre MR, n'y ont rien changé non plus. Par exemple, cette discrimination incessante de la population active: demi-journée de gratuité mensuelle pour tous chaque premier mercredi du mois après 13h; les musées Wiertz et Meunier accessibles le week-end uniquement pour des groupes de 10 à 20 visiteurs et sur réservation; nouvelles tarifications des expos plus chères le week-end.

Avez-vous lu le nouveau règlement affiché aux caisses des musées royaux des Beaux-Arts? Deux de ses nombreux points empiètent sur ce qu'on a toujours considéré comme étant des "droits" du public:

– "Il est interdit de prendre des photos dans le musée Magritte et dans les expositions temporaires."

– "L'autorisation de prendre des notes et de dessiner sur format A4, au crayon, dans les salles, est accordée aux groupes qui ont réservé et qui l'ont explicitement demandé. Il

*n'est pas autorisé de prendre note et de dessiner dans le musée Magritte, ni dans les expositions temporaires.*

Ces décisions sont imposées sans explication. A mille lieues de ce qui se passe ailleurs. En France, le ministère de la Culture vient de publier une charte "Tous photographes!" qui généralise l'usage de photographier avec quelques règles afin que tous les visiteurs ou gardiens soient respectés. C'est le résultat d'un an de concertation usagers, institutions et ministère. Quant à l'affaire du "crayon", il faut parler de décision anti-"éducation permanente" et surtout ne pas y assimiler le surréalisme. Mais bien le fonctionnarisme non contrôlé.

**4** Faut-il une organisation faitière commune aux diverses institutions ou vaut-il mieux que chacune d'elles soit plus autonome et responsable? Comme d'habitude, le changement de majorité pousse toujours les suivants à renier ce que les précédents ont tenté de construire. Bien sûr, pour se mettre en place, ces (r)évolutions (de palais) coûtent considérablement. Autant de perdu pour catalyser les efforts sur la conservation et la présentation de notre patrimoine qui en ont tant besoin.

Quelle que soit la solution mise en place, tant que ne se construira pas un contre-pouvoir du public, on peut craindre le pire. Sur ce dernier thème, peut-être le plus essentiel en termes de garde-fou protecteur du bien vivre ensemble, nos "politiques" ne sont nulle part. Ils ne doivent pas, bien entendu, créer eux-mêmes un "Test-Achats" des visiteurs mais bien s'interroger sur le pourquoi de son inexistence et favoriser financièrement son émergence. Sur ce point, visionnaire, Bernard Foc-

roulle, ex-TRM, déclarait en juin 2008: "Le monde culturel donne l'impression de se défendre lui-même. On serait plus fort si l'on avait des associations (d'usagers, de citoyens) qui nous soutenaient. Cela se ressent surtout pendant les moments de crise. C'est exact que le monde culturel n'a pas su s'organiser sur ce point de vue et c'est l'un de ses points faibles."

En 2003, lorsqu'il était ministre de l'Economie (au niveau fédéral), Charles Picqué indiquait également: "Les musées [fédéraux] auraient intérêt à élargir le principe des associations des "Amis du musée" qui ne rassemblent actuellement que des collectionneurs, d'anciens fonctionnaires et des sponsors." Effectivement, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Société des Amis des musées royaux de l'Etat à Bruxelles fut fondée par des avocats auprès du milieu de la noblesse et des avocats. Viendra ensuite, en 1967, l'ASBL Les Amis des MRBAB présidée par le baron Boël, industriel et mécène. Succéderont à celui-ci un ambassadeur et deux collectionneurs.

Le ministre Picqué ajoutait: "Il faudrait y adjoindre de simples visiteurs. Ainsi, pourrait se renforcer une consultation et une participation du public à la définition de la gestion et des objectifs des musées. Pourquoi ces associations ne pourraient-elles pas devenir un ferment de médiation informelle entre le public et l'autorité?"

Dans le cataclysme culturel actuel, le public doit se faire entendre. Personnellement, je soutiendrai les véritables forces de progrès. A savoir, celles qui respecteront davantage et redonneront du pouvoir aux usagers, dans l'espoir que nos cultures et nos sciences continuent de développer un supplément d'âme significatif.

→ Titre et sous-titre sont de la rédaction.

**Avez-vous lu le nouveau règlement affiché aux caisses des musées royaux des Beaux-Arts? "Il n'est pas autorisé de prendre note et de dessiner." A mille lieues de ce qui se passe ailleurs, comme en France.**